



**PRÉFET
DU PAS-DE-
CALAIS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement des
Hauts-de-France**

Unité départementale du Littoral
Rue du Pont de Pierre CS 60036
59820 Gravelines

Gravelines, le 19/09/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/08/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SICAL

69 rue du Docteur Pontier
62380 Lumbres

Références :

H:_Commun\2_Environnement\01_Etablissements\Equipe_G4\SICAL_Lumbres_0007001030\2_Insp
ections\2025 08 28 Mesures acoustiques
Code AIOT : 0007001030

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/08/2025 dans l'établissement SICAL implanté 69 rue du Docteur Pontier 62380 Lumbres. L'inspection a été annoncée le 26/08/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le cadre du programme des visites d'inspections de la DREAL Hauts-de-France au titre de l'année 2025.

Elle porte sur la réalisation de nouvelles mesures acoustiques suite à la mise en place d'améliorations techniques dans un contexte de plaintes pour nuisances sonores.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SICAL
- 69 rue du Docteur Pontier 62380 Lumbres
- Code AIOT : 0007001030
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SICAL à LUMBRES exploite une usine de fabrication de papier et de carton d'emballage. L'installation procède également au moulage de pièces en matière expansée, transforme du polystyrène et du polypropylène. La production est destinée notamment au secteur alimentaire (secteurs de la marée, barquette viande...) et pharmaceutique.

L'installation est soumise à ce jour à autorisation pour les rubriques 2440, 2430-2, 329, 2662-a, 1715 et à enregistrement pour la rubrique 2921 de la nomenclature des Installations Classées. L'établissement fonctionne sous couvert de l'arrêté préfectoral du 2 avril 1999 modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 22/10/2009.

Elle fait l'objet de plusieurs arrêtés de mise en demeure portant notamment sur des dépassements en émergences acoustiques (APMD du 07/04/2017) et pour régularisation administrative du site (06/09/2012).

Elle a déposé un dossier de régularisation administrative qui a fait l'objet d'une demande de compléments en juin 2025.

Thèmes de l'inspection :

- Bruits et vibrations

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la

- précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Cette visite a été l'occasion de vérifier que les engagements de la société SICAL ont été respectés pour les zones qui n'étaient pas conformes aux règles d'urbanisme.

L'Inspection constate en effet que le stockage de vieux papiers sur la zone 4 (parcelle F747) a été supprimé/déplacé et que le bâtiment modulaire (parcelle F284) a été déplacé sur une autre parcelle du site.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Campagnes de mesures acoustiques	Arrêté Ministériel du 23/01/1997, article 3 (partie 2)	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Expertise acoustique	Arrêté Ministériel du 23/01/1997, article 3 (partie 1)	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Courant 2024, l'exploitant a réalisé des travaux d'amélioration sur 3 points/équipements bruyants identifiés. Cela concerne le dépoussiéreur de la presse à balles de la cartonnerie, les sorties de ventilation de la papeterie et la sortie vapeur de l'atelier plastiques.

Afin de mesurer le gain acoustique, l'exploitant a entrepris de réaliser de nouvelles mesures acoustiques en limites de propriété et en ZER.

Il transmettra le rapport de mesures acoustiques accompagné de son interprétation et des suites envisagées. La transmission est attendue sous un délai de 15 jours à compter de la date de réception du rapport.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Expertise acoustique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/01/1997, article 3 (partie 1)
Thème(s) : Risques chroniques, Respect des niveaux réglementaires
Prescription contrôlée : L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci. [...]
Constats : L'activité de la société est à l'origine d'émissions sonores liées à la circulation de véhicules, et d'engins de manutention, aux équipements de production et aux installations techniques. Pour mémoire et face à des plaintes récurrentes, l'exploitant a fait réaliser par la société ECIB deux prestations : Une <u>étude acoustique</u> visant à réaliser une expertise mais uniquement sur le dépoussiéreur de la cartonnerie et les ventilateurs de la papeterie. Cette étude a donné lieu au rapport référencé EXPERTISE ACOUSTIQUE CA5806 du 21 août 2024.

- Des mesures acoustiques via deux campagnes de mesures : l'une en date du 12 au 13 juin 2024 dans des conditions d'usine en fonctionnement (rapport référencé CAMPAGNE DE MESURE ICPE CA5806 du 29 juillet 2024), l'autre en date du 17 au 19 novembre 2024 pour les conditions d'usine à l'arrêt (rapport référencé CAMPAGNE DE MESURE ICPE CA5905 du 19 décembre 2024).

A- Conclusions de l'étude acoustique :

Secteur cartonnerie et transformation du papier :

L'étude acoustique rapporte les analyses suivantes :

En période nocturne (page 16/26) :

L'arrêt progressif des équipements de la cartonnerie engendre une réduction de l'émergence au voisinage jusqu'à 5,5 dB(A).

Le dépoussiéreur est identifié comme l'équipement le plus impactant au voisinage.

L'expertise nocturne a permis les constats suivants :

- 1. La papeterie semble avoir un impact faible au niveau des points ZER1 et LP1 ;*
- 2. La papeterie a un impact important au niveau du pour ZER1bis (de l'ordre de 5 dB(A);*
- 3. L'onduleuse semble avoir un impact plus important en ZER1 et LP1 qu'au niveau de ZER1bis ;*
- 4. L'atelier transformation et le dépoussiéreur ont un impact important au voisinage quelques soit les points de mesure.*

En période diurne (page 18/26) :

L'analyse en période diurne entraîne les mêmes conclusions qu'en période nocturne, à savoir :

L'arrêt progressif des équipements de la cartonnerie engendre une réduction de l'émergence au voisinage jusqu'à 5,5 dB(A).

Le dépoussiéreur est identifié comme l'équipement le plus impactant au voisinage.

L'expertise diurne a permis les constats supplémentaire suivants :

- Les ventilateurs de la papeterie ont une contribution importante en ZER2 (de l'ordre de 4dB(A)).*
- La mesure diurne a permis de constater que l'onduleuse avait un impact important également au niveau de ZER1bis contrairement à ce que laissait penser l'expertise nocturne.*
- L'atelier transformation et le dépoussiéreur ont un impact important au voisinage quelque soit les points de mesure.*

Le cabinet ECIB propose en conséquence au paragraphe 7.3.1. en page 20/26 plusieurs solutions techniques.

Secteur PAPETERIE :

L'étude acoustique rapporte en page 23/26 que les nuisances émises par les ventilateurs du bâtiment papeterie sont prépondérantes et masquent le bruit des autres équipements potentiellement nuisibles.

Elle préconise la mesure suivante« Dans un premier temps, le traitement des ventilateurs de la

papeterie est nécessaire ainsi que celui des moteurs/ventilateurs du dépoussiéreur et le dépoussiéreur lui-même mais que des tamis vibrants à proximité de la papeterie peuvent se révéler comme impactant acoustiquement une fois la ventilation traitée ».

En séance, l'exploitant déclare ainsi avoir mené courant 2024 des travaux d'amélioration sur le dépoussiéreur, sur les ventilations du bâtiment papeterie et mis en place un silencieux sur le rejet vapeur de l'atelier plastiques.

Demande n°1 : L'exploitant listerapécisément les améliorations menées en référence à celles préconisées par la société ECIB pour les secteurs papeterie et cartonnerie/transformation du carton et joindra à son argumentaire le cahier des charges et les factures acquittées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Campagnes de mesures acoustiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/01/1997, article 3 (partie 2)

Thème(s) : Risques chroniques, Respect des niveaux réglementaires

Prescription contrôlée :

[...]
Ses émissions sonores ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones où celle-ci est réglementée :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée incluant le bruit de l'établissement	Emergence admissible pour la période allant de 7 heures à 22 heures sauf dimanches et jours fériés	Emergence admissible pour la période allant de 22 heures à 7 heures ainsi que les dimanches et jours fériés
Sup à 35 dB(A) et inf ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

[...]

Constats :

B-RESULTATS DE MESURES ACOUSTIQUES

Des mesures acoustiques via deux campagnes de mesures ont été réalisées : l'une en date du 12 au 13 juin 2024 dans des conditions d'usine en fonctionnement (rapport référencé CAMPAGNE DE MESURE ICPE CA5806 du 29 juillet 2024), l'autre en date du 17 au 19 novembre 2024 pour les

conditions d'usine à l'arrêt (rapport référencé CAMPAGNE DE MESURE ICPE CA5905 du 19 décembre 2024).

Les mesures sont effectuées sur 3 points en limite de propriété et 4 points situés en ZER Zone à Emergence Réglementée.

- RAPPORT usine en fonctionnement

Le rapport de la campagne du 13 au 14 juin 2024 fait état d'une conformité réglementaire sur les 3 points contrôlés en limite de propriété sur les périodes diurne (niveau fixé à 70) et nocturne (niveau fixé à 60).

L'Inspection note néanmoins que les conditions de fonctionnement du site étaient partielles au moment des enregistrements (plusieurs équipements bruyants à l'arrêt).

Concernant les ZER, en l'absence de valeurs en conditions d'usine à l'arrêt, les niveaux en ZER basés sur les résultats d'un point masqué établis par le prestataire APAVE en 2022, n'apparaissent pas exploitables. La conformité ou non-conformité en ZER ne peut ainsi être établie.

- RAPPORT usine à l'arrêt

Il met en exergue plusieurs non-conformités réglementaires sur les 4 ZER contrôlés.

On relève en effet :

- Une émergence de 10,1 dB(a) en ZER1 en période diurne pour une émergence réglementaire fixée à 5 dB(a).
- Une émergence de 3,2 dB(a) en ZER 1 en période nocturne pour une émergence réglementaire fixée à 3 dB(a).
- Une émergence de 8,6 dB(a) en ZER 3 en période nocturne pour une émergence réglementaire fixée à 3 dB(a).

Les résultats de la dernière campagne avec le cabinet ECIB mettent en évidence plusieurs non-conformités réglementaires en Zone à Emergence Réglementée en périodes diurne et nocturne.

Les chantiers d'amélioration menés au cours de l'année 2024 et repris ci-avant sont susceptibles d'avoir un impact positif sur la réduction des nuisances acoustiques émises.

C'est pourquoi, afin de vérifier le gain acoustique réalisé, l'exploitant fait réaliser le jour de la visite d'inspection de nouvelles mesures en limites de propriété et en zone à émergence réglementée.

Conditions de fonctionnement

L'Inspection note qu'en raison d'un arrêt technique imprévu, l'exploitant a décalé la période d'enregistrement à l'heure de remise en route de l'ensemble des installations, et ce afin d'avoir une bonne représentativité des mesures.

Lors du parcours des installations l'Inspection note que les installations de la papeterie, de la cartonnerie et de l'atelier plastiques sont en fonctionnement sans machines à l'arrêt.

L'exploitant déclare que l'activité de production est la même mais que l'entreprise fait face à une baisse de l'expédition de commandes qui peut expliquer le trafic d'engins de manutention plus faible côté papeterie constaté par l'Inspection en comparaison avec ses dernières visites.

Parcours des LP et ZER

L'Inspection relève que certains points ne sont pas identiques à la campagne précédente et sont susceptibles de remettre en question une comparaison fiable des résultats.

L'exploitant a en effet changé de prestataire et a missionné DEKRA en remplacement de la société ECIB en raison de l'indisponibilité de cette dernière. Ce changement s'est opéré **sans en informer l'Inspection, ni obtenir son approbation. L'Inspection rappelle qu'elle doit être informée de toute modification au préalable.**

L'Inspection a joint l'intervenant poseur de la société DEKRA (non présent le jour de la visite), pour échanger sur les modifications opérées.

- Le point en LP1 est placé dans une pâture, le positionnement est quasiment identique.
- En LP2, lors de la première campagne 2024, l'Inspection avait considéré que le bâtiment derrière lequel le micro avait été placé, faisait écran aux émissions sonores. DEKRA partage ce constat et ajoute que l'équipement était également positionné trop près de la végétation. Afin de s'affranchir de ces deux éléments et de se mettre à la même hauteur que les habitations situées en ZER, il a choisi de positionner son micro sur le toit du bâtiment adjacent au corridor. Ces arguments apparaissent recevables.
- Le point en LP3 : DEKRA avance que le positionnement initial du micro était perturbé par le bruit de la végétation et par la butte. Il a donc placé le micro en marge de la végétation et sur la butte. Son argumentaire apparaît pertinent.
- Le point en ZER1 n'est pas contrôlé. Manque de matériel le jour de la pose.
- En ZER1 bis (sur la parcelle de la plaignante), la micro a été avancé de quelques mètres vers la chaussée pour ne pas que les enregistrements soient perturbés par le bruit de la végétation (arbres).
- Le point ZER2 est placé dans le jardin de la riveraine face à l'entrée de la société SICAL. Il a été légèrement déplacé pour s'écarter des bruits de la végétation.
- Le point en ZER3 est placé de manière identique.

Le positionnement de ces points n'appelle pas de remarque de l'Inspection.

Le poseur DEKRA précise qu'à la demande de l'exploitant, les points de mesure en LP1 et LP2 seront refaits courant de la semaine 38 sous réserve des données météorologiques. A cela s'ajoute le point en ZER1 qui n'avait pas été fait par manque de matériel.

Demande n°2 : L'Inspection demande à ce que les résultats des deux points de mesure LP2' et LP2'' soient analysés, interprétés et intégrés au rapport final.

Demande de justificatif n°1 : l'exploitant transmettra le rapport sur les mesures acoustiques accompagné de leur interprétation et de l'éventuel plan d'actions associé sous un délai de 15 jours à compter de la date de réception du rapport DEKRA.

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmettra le rapport sur les mesures acoustiques accompagné de leur interprétation et de l'éventuel plan d'actions associé sous un délai de 15 jours à compter de la date de réception du rapport DEKRA.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>